

MAUVAIS DÉPART POUR L'INDUSTRIE LUXEMBOURGEOISE EN 2026

La production industrielle du Luxembourg a fortement diminué sur la première moitié de 2026, creusant l'écart défavorable déjà observé sur les années précédentes par rapport à la tendance européenne. La baisse des effectifs au Luxembourg, surtout concentrée dans le domaine de l'industrie manufacturière sur les années récentes, tend cependant à s'amenuiser.

Sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2026, la production industrielle du Luxembourg affiche un repli d'environ 5% par rapport à l'année passée. Ce résultat s'inscrit bien en deçà de celui relevé dans l'ensemble de la zone euro (+0.4% sur la même période¹). Il est certes lié en partie au repli de la production de biens d'équipements (-12%), qui présente historiquement une forte volatilité (elle avait progressé d'environ 5% l'année passée). Mais il découle surtout d'un net affaissement du côté de la fabrication de produits métalliques (-24%, contre seulement -0.4% en zone euro) et de la sidérurgie (-13%, contre une hausse de 1% environ en zone euro). Bien que ces deux domaines d'activité aient contribué à la hausse de l'indicateur de confiance dans l'industrie au cours des derniers mois² – celui-ci avait atteint un point bas en janvier 2026 et tend depuis à se redresser – l'amélioration n'est pas encore perceptible au niveau des chiffres de production.

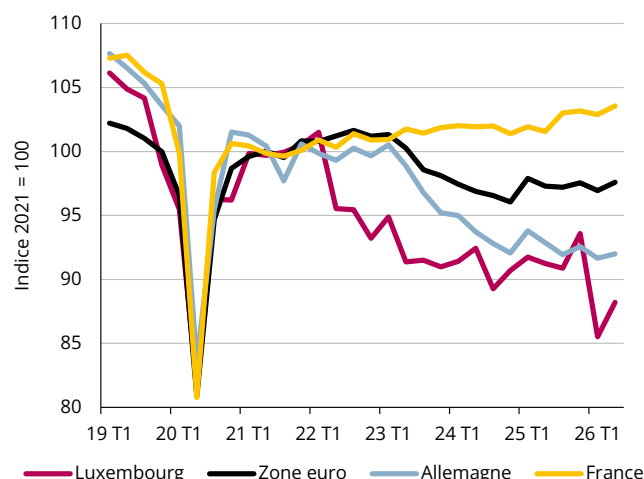
Tous les domaines de l'industrie luxembourgeoise ne sont pas soumis à une évolution aussi défavorable : sur les 18 catégories qui composent les données, 11 témoignent d'une progression de la production par rapport à l'année passée, notamment dans la fabrication de verre, de produits réfractaires et de céramiques, le matériel de transport ou les industries extractives (pour ne citer que les contributions les plus positives).

Comme au Luxembourg, la confiance des industriels pour l'ensemble de la zone euro tend également à s'améliorer au cours des derniers mois. Elle atteint en août 2026 son plus haut niveau depuis deux ans et demi, très proche de sa moyenne de long terme. Les tensions actuelles sur les marchés de l'énergie, ainsi que sur les chaînes de production³, sont cependant susceptibles de venir briser l'embellie. Que ce soit au Luxembourg ou en zone euro, les industriels ont en tous cas revu à la hausse leurs perspectives d'évolution des prix de vente (de manière toutefois bien moins prononcée qu'en 2022-2023).

Une baisse des effectifs, à relativiser

La production industrielle a été plus affectée au Luxembourg que dans la zone euro au cours des dernières années. Ce constat prévaut

PRODUCTION INDUSTRIELLE



Sources : Eurostat, STATEC (données pour la zone euro hors Irlande)

également pour l'emploi de la branche de l'industrie. Entre le début de 2023 et le 2^e trimestre 2026, les effectifs de l'industrie luxembourgeoise se sont repliés de 1.5% au Luxembourg, contre une baisse de 0.4% en zone euro. Le bilan est encore plus lourd concernant l'industrie manufacturière⁴ : l'emploi y a baissé de 3.3% sur la même période au Luxembourg (soit une perte de presque 1 100 emplois), à comparer avec un repli de 1.3% en zone euro.

Cette baisse des effectifs de l'industrie au Luxembourg doit malgré tout être relativisée. L'Allemagne a par exemple été bien plus impactée (alors que la production y a moins diminué qu'au Grand-Duché), avec un repli de plus de 4% des effectifs depuis le début de 2023. Par ailleurs, les suppressions d'emplois se sont surtout concentrées sur l'année 2024 au Luxembourg (-0.9%, contre encore +0.3% en zone euro), mais les effectifs ont connu une relative stabilisation par la suite (-0.3% en 2025, +0.2% en 2026 au 1^{er} semestre, contre respectivement -0.4% et -0.3% en zone euro).

1 Les résultats de production de la zone euro sont ici présentés en excluant les données de l'Irlande, celles-ci étant largement influencées par la délocalisation d'actifs ou la production externalisée des multinationales et de ce fait déconnectées de la production physique locale.

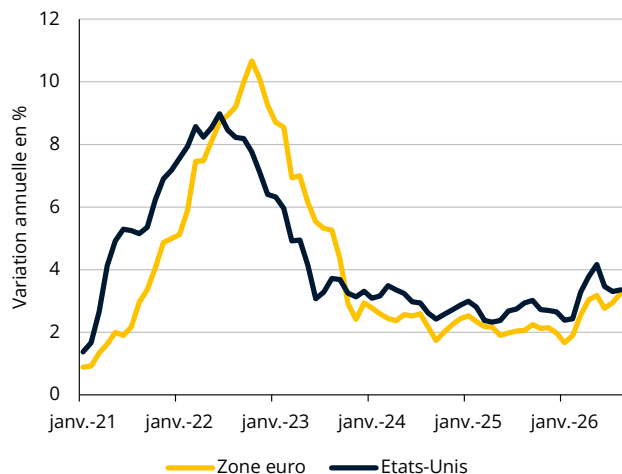
2 Notamment au travers d'opinions plus favorables concernant l'état des carnets de commandes et les perspectives d'évolution de la production.

3 L'indicateur des tensions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales s'est significativement redressé depuis le début de l'année, notamment depuis le blocage du détroit d'Ormuz.

4 Considérant que les domaines de la production et distribution d'énergie et d'eau, ainsi que de l'assainissement et de la gestion des déchets, qui sont également classés dans l'industrie, ont été des créateurs nets d'emplois sur la même période.

International 1/2

INFLATION EN EUROPE ET AUX ÉTATS-UNIS



Source : Macrobond

Une poussée inflationniste dans la zone euro et aux États-Unis...

Alors que, durant la crise énergétique de 2022-2023, l'inflation dans la zone euro était supérieure à celle des États-Unis, la situation s'est inversée à partir de 2024. Depuis lors, l'inflation américaine se maintient systématiquement au-dessus des 2%. En août 2026, l'inflation s'est de nouveau accélérée, atteignant respectivement 3.2% dans la zone euro et 3.4% aux États-Unis, contre 1.7% et 2.4% en janvier 2026 expliquée notamment par le choc énergétique lié à la guerre avec l'Iran. La forte hausse des prix de l'énergie a contribué de manière significative à l'accélération de l'inflation, à hauteur de 1.2 point de % aux États-Unis et de 1.3 point de % dans la zone euro.

L'inflation dans les services demeure relativement stable, autour de 3%. Cette composante contribue davantage à l'inflation aux États-Unis (1.7 point de %) que dans la zone euro (1.4 point de %). À moyen terme, les perturbations des chaînes logistiques, conjuguées à un prix du baril de pétrole durablement supérieur à 100 dollars, pourraient accentuer les tensions sur les prix. Dans la zone euro ainsi qu'aux États-Unis, le risque d'une hausse des prix alimentaires est également renforcé par les mauvaises récoltes liées à la sécheresse, ce qui pourrait contribuer à prolonger l'accélération de l'inflation.

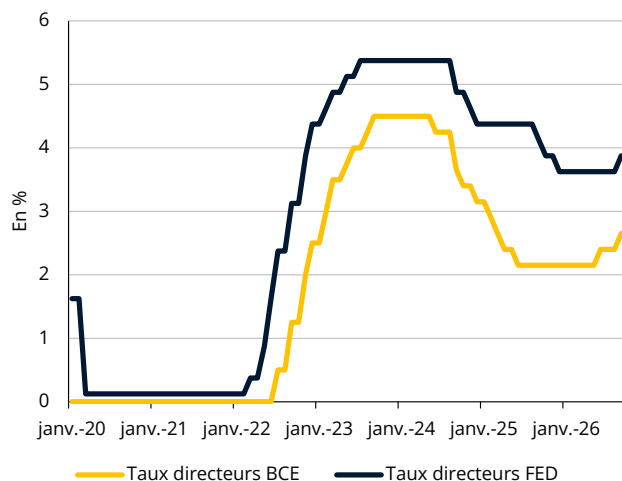
... qui poussent les banques centrales à augmenter leurs taux directeurs

Le sursaut inflationniste observé depuis le début de l'année 2026 a poussé la Réserve fédérale américaine (FED) à sortir du statut quo en augmentant ses taux directeurs de 25 points de base le 16 septembre 2026. Cette hausse intervient dans un contexte de tensions inflationnistes persistantes aux États-Unis, en contradiction avec la stabilité des prix recherchée par la FED. Ce renchérissement du coût du financement se produit au moment où les taux obligataires pour les États-Unis sont à leurs plus hauts depuis 2008, accentuant les pressions sur la charge de la dette américaine. Ce resserrement monétaire vient aussi renchérir le coût du crédit pour les entreprises et les ménages.

Si la remontée de l'inflation est quasi simultanée aux États-Unis et en Europe cette année, la Banque centrale européenne (BCE) a réagi plus rapidement au choc inflationniste et a déjà procédé à deux hausses de 25 points de base chacune de ses taux directeurs. Les taux directeurs américains demeurent nettement supérieurs à ceux de la zone euro, alors même que les deux économies affichent des niveaux d'inflation relativement similaires.

International 2/2

TAUX DIRECTEURS EN EUROPE ET AUX ÉTATS-UNIS



Sources : BRI, BCE et FED

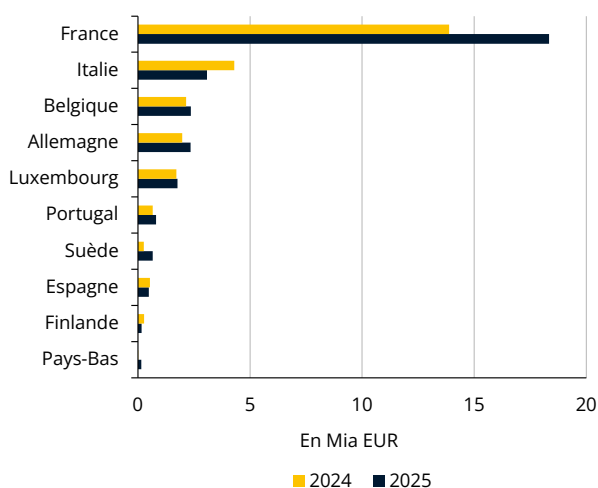
L'assurance vie luxembourgeoise portée par le marché français

La France conforte largement sa position de 1^{er} marché de l'assurance vie luxembourgeoise. Les primes en provenance de France ont progressé de 32% en 2025 (après +56% en 2024) et représentent désormais 52% de l'encaissement total des compagnies luxembourgeoises. Plusieurs facteurs pourraient expliquer l'attrait du Luxembourg auprès des investisseurs français : la mobilité internationale et la portabilité du contrat, l'architecture ouverte, l'accès à des solutions d'investissement sophistiquées ainsi que les mécanismes de protection des souscripteurs en cas de défaillance de l'assureur. La recherche de sécurité juridique et patrimoniale peut également jouer un rôle, notamment depuis l'adoption de la loi Sapin 2 en France en 2016, qui permet, dans certaines circonstances exceptionnelles, de limiter temporairement les opérations sur les contrats d'assurance vie français. L'Italie conserve sa 2^e place, malgré un recul de 28% des encaissements en 2025 (après +25% en 2024). La Belgique poursuit, quant à elle, sa croissance avec une hausse de 10%. Les résidents luxembourgeois représentent 5% des encaissements, avec des primes en progression de 3% sur un an.

La dynamique reste favorable au 1^{er} semestre 2026 : les primes d'assurance vie encaissées au Luxembourg ont augmenté de 11% sur un an, portées à la fois par les produits en unités de compte (+9%) et par les produits à rendement garanti (+17%).

Secteur financier

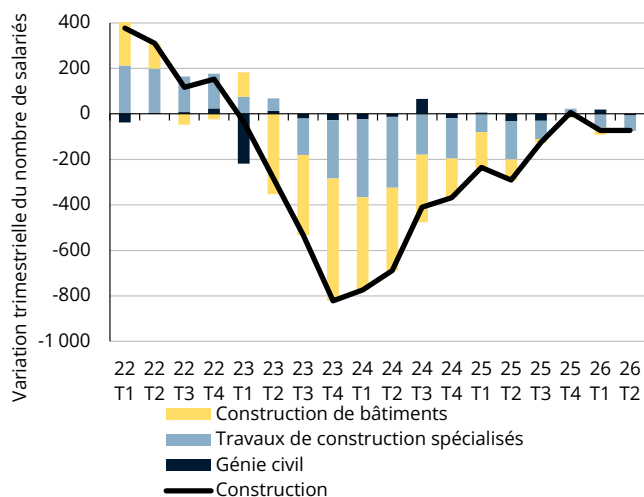
PRIMES PAR PAYS D'ENGAGEMENT



Source : CAA

Marché du travail

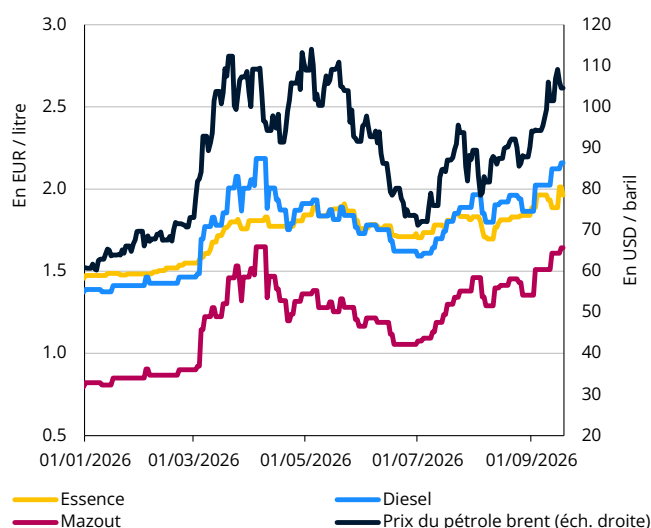
EMPLOI SALARIÉ DANS LA CONSTRUCTION



Sources : IGSS, STATEC (données désaisonnalisées)

Inflation

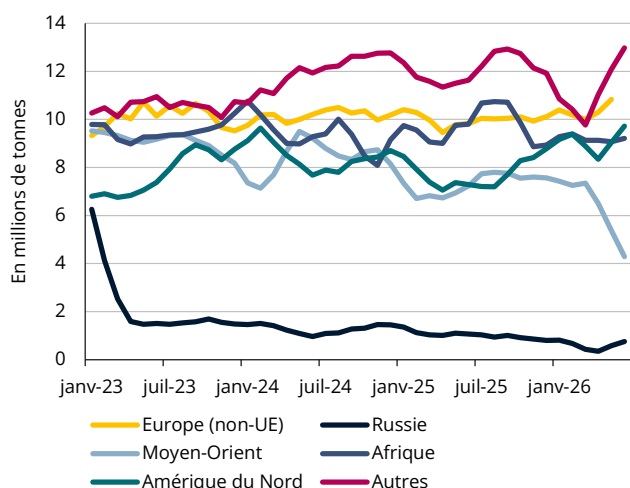
PRIX DES PRODUITS PÉTROLIERS AU LUXEMBOURG



Sources : Macrobond, Groupement Energies Mobilité Luxembourg

Énergie

IMPORTATIONS DE PÉTROLE ET PRODUITS PÉTROLIERS DANS L'UE



Source : Eurostat (moyennes mobiles sur 3 mois)

Le recul des effectifs dans la construction s'essouffle

À la suite de la crise dans la construction, la branche comptait au printemps de cette année quelque 4 700 de salariés de moins qu'à la fin de 2022 (-9%). Le nombre de salariés tend cependant à se stabiliser sur les derniers trimestres (-0.1% encore au T2 sur un trimestre). Le léger repli observé récemment est principalement imputable à la sous-branche des travaux de construction spécialisés.

Au sein de celle-ci, les travaux d'installation ont relativement bien résisté à la crise, bénéficiant probablement de la demande liée à la transition énergétique (remplacement des systèmes de chauffage, installation de panneaux PV et de bornes de recharge électrique). Portés par 3 trimestres consécutifs de hausse, après deux années de baisse, les effectifs s'y rapprochent désormais de leur niveau d'avant-crise. Les écarts restent en revanche plus marqués (de l'ordre de 12% p.r. au 4^e trimestre 2022) pour les travaux de finition et pour la démolition et préparation de sites. Si, pour cette dernière catégorie, une hausse encourageante s'observe au 2^e trimestre (+1.4% sur un trimestre), la tendance baissière se poursuit dans les travaux de finition : par rapport à la fin de 2022, les effectifs ont diminué de 300 à 400 salariés dans chacune des principales sous-catégories, à savoir les travaux de revêtement des sols et des murs (-16%), les travaux de peinture (-15%) et les travaux de menuiserie (-8%).

Les prix à la pompe repartent à la hausse

Depuis le 31 août, le prix du Brent a augmenté, passant d'environ 90 USD le baril à plus de 100 USD à la mi-septembre. Cette hausse s'explique par la recrudescence des tensions au Moyen-Orient, la fermeture persistante du détroit d'Ormuz et les attaques visant des voies d'exportation alternatives, autant d'éléments qui ont ravivé les craintes d'une perturbation durable de l'approvisionnement mondial en pétrole.

Cette hausse s'est rapidement répercutée sur les prix pétroliers au Luxembourg : en l'espace de deux semaines, le prix du diesel a bondi de 30 centimes par litre (+16%), celui de l'essence de 17 centimes (+9%) et celui du mazout de chauffage de 29 centimes (+21%). Elle devrait également exercer de nouvelles pressions à la hausse sur l'inflation, les produits pétroliers représentant 5.2% du panier de consommation des ménages.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où le Brent se maintiendrait à 100 USD le baril jusqu'à la fin de l'année 2026, son prix moyen sur l'ensemble de l'année s'établirait à un peu plus de 90 USD le baril. Ce niveau serait légèrement supérieur à l'hypothèse centrale retenue dans la dernière prévision d'inflation du STATEC (publiée le 5 août), qui retenait un prix moyen de 83 USD pour 2026. Il resterait toutefois inférieur au scénario haut de cette même prévision, qui table sur un prix moyen de 114 USD en 2026 (et qui prévoit, de ce fait, une nouvelle indexation des salaires dès le 4^e trimestre de cette année).

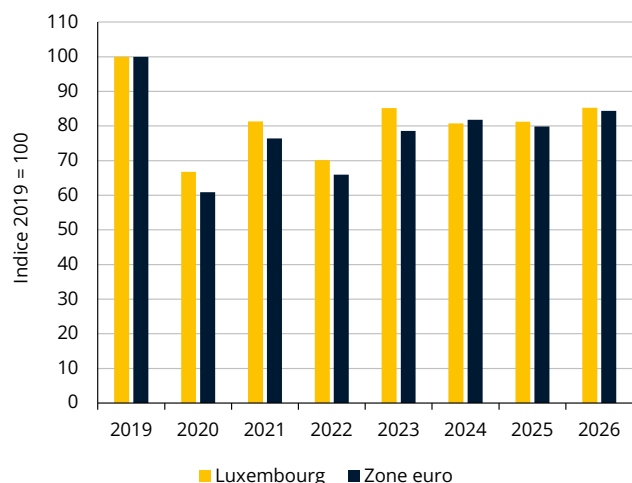
Importations de pétrole en provenance du Moyen-Orient en baisse en Europe

La guerre en Iran a fortement perturbé les marchés énergétiques mondiaux et fait grimper les prix à la pompe à des niveaux records (cf. ci-avant). L'Agence internationale de l'énergie anticipe désormais que les perturbations liées au détroit d'Ormuz vont se prolonger au moins jusqu'à l'année prochaine. Elle estime également que, sous l'effet du conflit, la demande mondiale de pétrole devrait reculer de plus de 2% en 2026 par rapport à 2025.

En Europe, les importations de pétrole sont toutefois restées, au cours des six premiers mois de l'année, à un niveau similaire à celui observé en 2025. La part des importations en provenance du Moyen-Orient est tombée sous la barre des 10%, contre environ 15 à 20% auparavant. Elle est susceptible de diminuer encore. En effet, l'oléoduc en Arabie saoudite détournant le détroit d'Ormuz est actuellement hors service à la suite d'attaques. Par conséquent, Saudi Aramco, le producteur pétrolier public saoudien, aurait déjà averti certaines raffineries européennes qu'il ne serait pas en mesure de livrer les volumes de pétrole initialement prévus à partir de la fin septembre. Les marchés pétroliers européens vont ainsi probablement rester sous tension au cours des prochains mois, entraînant un risque de hausse durable des prix.

Consommation

NOUVELLES IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIERES AU COURS DU 1^{ER} SEMESTRE



Sources : ACEA, SNCA

Un bon 2^e trimestre pour les concessionnaires auto

Les ventes de nouvelles voitures particulières au Luxembourg ont un démarré relativement lentement cette année, affichant une baisse de 1% sur un an au 1^{er} trimestre. Les mois suivants ont cependant largement rebalancé à la hausse les immatriculations, avec une progression de 11% sur un an au 2^e trimestre. Au final, la première moitié de 2026 se solde par une hausse des immatriculations de 5.0% sur un an (soit un résultat très proche de celui observé dans l'ensemble de la zone euro, à +5.3%), avec un nombre de véhicules le plus élevé depuis 2019.

Cette remontée des ventes de voitures s'inscrit comme un phénomène relativement généralisé au travers des différents pays de la zone euro, à l'exception notamment de la Slovaquie (-3.6% sur un an au 1^{er} semestre) et des Pays-Bas (-3.0%), où les incitations fiscales à l'achat ont été nettement durcies, alors qu'elles ont plutôt été assouplies ailleurs (surtout au bénéfice de véhicules moins polluants). L'électrification du parc se poursuit, avec une part de marché de 20.7% pour les nouvelles voitures tout-électrique en Europe (contre 15.6% un an auparavant, selon les données de l'ACEA) et de 37% environ pour les modèles hybrides.

Tableau de bord

	déc-25	janv-26	févr-26	mars-26	avr-26	mai-26	juin-26	juil-26	août-26	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	-3.3	-5.8	-10.3	-4.5	-4.5	2.9	-8.5	...	...	-3.4	-1.2
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	-0.1	4.8	1.7	3.7	2.0	9.9	-1.1	...	...	3.3	-1.5
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	2.9	3.9	3.1	4.6	4.1	2.5	4.0	0.8	...	2.4	4.5
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	3.1	1.3	1.3	2.4	3.1	2.3	2.2	2.2	2.2	2.2	2.3
Inflation hors produits pétroliers	2.9	1.9	1.7	1.8	1.7	1.0	1.4	1.6	1.4	1.5	2.4
Indice des produits pétroliers	5.7	-9.2	-7.3	11.5	27.6	25.7	16.0	13.0	15.7	14.9	0.4
Indice des prix à la production industrielle	-3.7	-7.7	-8.4	-7.8	-5.9	-5.0	-3.2	-2.1	...	-3.4	2.7
Indice des prix à la construction ¹	2.0	2.4	2.4	2.4	2.7	2.7	2.7	...	...	2.7	1.5
Coût salarial moyen par personne (CNT)	4.2	3.4	3.4	3.4	...	...	...	...	...	3.4	3.4
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	11.2	-1.1	0.4	8.0	4.0	0.7	6.8	...	...	3.8	-3.1
Importations de biens en volume	4.6	10.5	16.3	-3.3	2.1	-6.3	-0.6	...	...	-1.6	-0.9
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	1.2	1.5	1.4	1.4	1.5	1.6	1.5	1.4	1.4	1.5	1.0
Emploi national	1.1	1.3	1.1	1.0	1.2	1.2	1.3	1.2	1.2	1.2	0.9
Taux de chômage (en % de la population active, cvs, ADEM)	6.2	6.2	6.3	6.3	6.3	6.3	6.4	6.3	6.5	6.4	5.9

Source : STATEC. Cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels. ¹ Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2025 T1	2025 T2	2025 T3	2025 T4	2026 T1	2026 T2
Zone euro - Croissance en vol. du PIB (Commission européenne)	0.6	0.0	0.3	0.2	0.0	0.4
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (STATEC)	0.4	0.5	1.2	0.0	0.0	-
	Variation annuelle en %					
	2022	2023	2024	2025	Prévision 2026	Prévision 2027
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (STATEC)	-1.1	0.1	0.4	0.6	1.2	1.9

PIB en valeur
(2025)



89 522 Mio EUR

Salaire minimum mensuel
(01/06/2026)



2 771.33 EUR

Prochaine indexation des
salaires prévue :
T3 2027

Indice des prix à la
consommation (08/2026)



1 063.18

Moyenne semestrielle de
l'indice:
1 054.27

Balance courante
(T1 2026)



1 345 Mio EUR

Population résidente
(01/01/2026)



691 000

STATEC

Pour en savoir plus

Bureau de presse | ☎ +352 247-88455 | ✉ press@statec.etat.lu
statistiques.lu

La reproduction totale ou partielle du présent bulletin d'information est autorisée à condition d'en citer la source.

Restez connectés ! Inscrivez-vous à notre newsletter

